Conseil Communautaire en date du 25 août 2020

A la salle des fêtes communale de Montagney

Délégués présents :

Mmes VEFOND (Courcuire), PHARISAT (Etrabonne), LACOUR (Hugier), MAILLET-GUY (Lantenne-Vertière), JULIEN (Le Moutherot), BERCOT (Marnay), THIELLEY (Marnay), SCHWEITZER (Marnay), ANTOINE (Mercey-le-Grand), CUINET (Tromarey)

M. CREUX (Avrigny-Virey), HENRIET (Bard-lès-Pesmes), GAILLARD (Bay), DUMONT (Beaumotte-les-Pin), FULE (Bonboillon), JACQUOT (Bresilley), BELUCHE (Brussey), DECOSTERD (Burgille), PERRET (Chambornay les Pin), GAUTHIER (Chancey), LANDEAU (Chaumerenne), JOSSELIN (Chenevrey et Morogne), SIMON (Corcelles-Ferrières), POURET (Corcondray), HUMBERT (Courchapon), BRAICHOTTE (Cugney), LETONDAL (Cult), DARDELIN (Emagny), COTTIN (Emagny), TOURNIER (Ferrières-les-Bois), DOBRO (Franeay), MIGNEROT (Gézier et Fontenelay), PINASSAUD (Jallerange), MALESIEUX (Lantenne-Vertière), PELOT (Lavernay), STIRNEMANN (Lavernay), GAUGRY (Malans), BALLOT (Marnay), ZANGIACOMI (Marnay), RONDOT (Marnay), AUBRY (Mercey-le-Grand), PETIGNY (Motey-Besuche), MEUTELET (Moncley), BEURAUD (Montagney), NOIRMAIN (Montagney), GEANDREAU (Placey), COMBEAU (Pin), VOIRIN (Pin), MORALES (Recologne), BRUCKERT (Recologne), DUCRET (Sauvagney), MARCHAL (Sornay), DOUBEY (Villers-Buzon), ABISSE (Vregille).

Absents excusés :

M. POURET Daniel, M. DUPONT Marc
M. CUSSEY Michel pouvoir à M. DECOSTERD Thierry
M. RENAUDOT Claude remplacé par son suppléant M. BELUCHE Robert
M. THEUREL Alain remplacé par sa suppléante Mme JULIEN Valérie
M. REIGNEY Frédéric remplacé par son suppléant M. GENDREAU Dominique
Mme COQUARD Patricia remplacée par son suppléant M. BOHIN Laurent

Secrétaire de séance : Patrick HUMBERT

Document préparatoire envoyé par mail aux membres du Conseil Communautaire pour la séance du 25 août 2020 :

- Document préparatoire préalable

M. le Président remercie la commune de Montagney d'accueillir le conseil communautaire et souhaite la bienvenue au nouveau conseil communautaire.

Le Président précise tout d'abord qu'il remercie pour l'ensemble de son engagement et de son investissement son prédécesseur, le Président sortant Thierry DECOSTERD, 1^{er} Président de la CCVM. L'ordre du jour concerne principalement la désignation de la représentation communautaire au sein des syndicats dont la CC est membre. Le Président rappelle l'intérêt qu'il porte à la présence réelle et régulière des délégués désignés à ces organismes.

Le Président souhaite revenir sur le 1^{er} projet de document préparatoire qui a été adressé aux conseillers communautaires indiquant déjà certaines personnes préposées sur certains postes. Il dit que ce n'était qu'un document de travail établi suite à la première réunion des Vice-présidents et précise que c'est une erreur due à la précipitation. Le document préparatoire définitif ne fait plus état de noms de délégués pour laisser toute la place aux conseillers communautaires candidats aux syndicats.

Le Président se laisse néanmoins la possibilité lors des désignations quand il le jugera nécessaire, de faire part au conseil de ses préférences, quant à l'élection de conseillers communautaires sur des postes spécifiques qu'il juge prioritaires pour l'intérêt général de la communauté de communes.

Le Président rappelle qu'en cas d'absence, pour les personnes qui souhaitent donner un pouvoir, que celui-ci peut être adressé par mail à la CC, remis en début de séance en version papier par la personne disposant du pouvoir ou envoyé en version papier à la CC. Il n'est pas possible de prendre en compte un pouvoir fait par SMS.

Le Président dit que lors de sa candidature, il avait proposé la nomination de délégués communautaires disposant de délégations de fonctions. Il indique au conseil qu'il souhaite nommer par arrêté du Président, trois conseillers « délégués » :

- Patricia COQUARD (en partenariat avec Gilles PINASSAUD dans la cadre de sa vice-présidence en charge du lien social) : qui sera plus particulièrement en charge de la solidarité, du lien social, des personnes âgées en particulier pour la MARPA ;
- Jean-Pierre BRUCKERT pour l'entretien des bâtiments et du patrimoine de la CCVM (en partenariat avec les Vice-présidents en charge du scolaire et du périscolaire)
- Didier AUBRY (en partenariat avec André GAUTHIER dans la cadre de sa vice-présidence) pour les projets liés au développement durable, l'aménagement de l'espace, de l'environnement et la mobilité. Pour la mobilité, la CCVM devra se prononcer sur une éventuelle prise de compétence dans les prochains mois.

Lors du 1^{er} bureau, une proposition a été formulée par un conseiller communautaire de mettre en ligne sur le site de la communauté de communes l'ensemble des compte rendus des réunions de syndicats ou comités. Le Président dit que cette proposition est étudiée.

1. Désignation des membres de la commission d'appel d'offres (CAO) : le Président de la CCVM , 5 titulaires et 5 suppléants : reprise de la délibération du 16/07/2020

Selon l'article L1411-5 du CGCT, la CAO est composée, « pour un EPCI par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, par le Président et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires ».

Pour mémoire, lors de la séance du 16/07/20 : ont été élus titulaires : M. MORALES, M. HUMBERT, M. RENAUDOT et suppléants : M. ZANGIACOMI, M. DARDELIN, M. BRUCKERT.

Le Président propose de nommer comme élus titulaires à la CAO : M. MORALES, M. HUMBERT, M. RENAUDOT, M. ZANGIACOMI et M. DARDELIN s'ils en sont d'accord et demande s'il y a des candidatures aux postes de suppléants. Les 5 candidats sont d'accord. Il y a 5 candidats en tant que suppléants.

Sont désignés membres titulaires : M. MORALES, M. HUMBERT, M. RENAUDOT M. ZANGIACOMI et M. DARDELIN.

Sont désignés membres suppléants : M. BRUCKERT, M. SIMON, M. PERRET, M. JOSSELIN et M. GENDREAU.

Voté à l'unanimité

2. Création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité

La Commission intercommunale pour l'accessibilité est obligatoire dans les communautés d'au moins 5000 habitants et compétentes en matière de transports ou d'aménagement de l'espace.

Le Président propose:

- De créer une commission intercommunale pour l'accessibilité à titre permanent, pour la durée du mandat ;

- D'arrêter le nombre de membres titulaires de la commission à 6 membres dont 4 membres issus du conseil communautaire et 2 membres extérieurs (associations).

La ou les associations dont devront être issus les membres de la commission qui ne sont pas conseillers communautaires, devront répondre aux critères suivants :

- le rattachement à des problématiques concernant le handicap, les personnes âgées, l'accessibilité, la qualité d'usage pour tous ;
- la promotion des intérêts des usagers et de la qualité des services publics concernés par la commission.

Le Président de la communauté de communes est autorisé d'une part à arrêter la liste des personnalités associatives et des membres du conseil communautaire siégeant au sein de la commission et d'autre part, à nommer, par arrêté, un Vice-président de son choix afin de le représenter à la présidence de la commission.

Le Président demande s'il y a des candidatures au sein du conseil communautaire. M. LANDEAU Emmanuel, Mme VEFOND Mireille, M. CREUX Gérard et Mme ANTOINE Christel sont candidats.

Le Président propose de retenir les candidats à la commission intercommunale pour l'accessibilité en tant que membres issus du conseil communautaire.

Voté à l'unanimité

3. Election des représentants de la collectivité au Comité Technique (CT) de la CCVM : 2 titulaires dont le Président de la CCVM et 3 suppléants

Le comité technique est une instance de concertation chargée de donner son avis sur les questions et projets de textes relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services, les questions relatives aux effectifs, aux emplois et aux compétences et les projets de statuts particuliers.

Les comités techniques examinent notamment les questions relatives aux effectifs, aux emplois et aux compétences, aux règles statutaires, aux méthodes de travail, aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire, à la formation, à l'insertion professionnelle, à l'égalité professionnelle et à la lutte contre les discriminations.

Le Président propose la candidature de M. REIGNEY Frédéric en tant que titulaire. Il n'y a pas d'autre candidat. Il y a 3 candidats en tant que suppléants.

Sont désignés titulaires : M. MALESIEUX, M. REIGNEY et Mme VAILLET (DGS CCVM)

Sont désignés suppléants : M. MORALES, Mme ANTOINE et Mme MAILLET-GUY.

Voté à l'unanimité

4. Election des représentants de la collectivité au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) de la CCVM : 2 titulaires dont le Président de la CCVM et 3 suppléants

Les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) sont des instances de concertation chargées de contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents dans leur travail. Ils ont pour mission de participer à l'amélioration des conditions de travail et de veiller à la mise en œuvre, par les chefs de service ou d'établissement, des prescriptions du code du travail relatives à la santé et la sécurité au travail qui sont applicables à la fonction publique. A ce titre, ils sont notamment consultés sur tout projet d'aménagement important modifiant les conditions de santé, de sécurité ou les conditions de travail. Ils participent également à l'analyse et à la prévention des risques professionnels par le biais, notamment, de la visite régulière des sites relevant de sa compétence et d'enquêtes menées en matière d'accident de travail, de service et de maladie professionnelle.

Le Président propose de nommer les mêmes personnes au CHSCT qu'au CT en raison du fait que ce sont deux comités qui travaillent en lien pour les agents de la CCVM.

Sont désignés titulaires : M. MALESIEUX, M. REIGNEY et Mme VAILLET (DGS CCVM)

Sont désignés suppléants : M. MORALES, Mme ANTOINE et Mme MAILLET-GUY.

Voté à l'unanimité

5. Election d'un représentant titulaire au Centre National d'Action Sociale (CNAS)

Le Comité National d'Action Sociale pour le Personnel des Collectivités Territoriales propose une offre de prestations pour améliorer les conditions matérielles et morales des personnels des structures locales, agents de la fonction publique territoriale et salariés d'établissements publics.

Mme THIELLEY Bénédicte est candidate.

Voté à l'unanimité

6. Election des représentants au Syndicat mixte de Besançon et de sa Région pour le Traitement des déchets (SYBERT) : 3 titulaires et 3 suppléants

Le SYBERT regroupe 3 communautés : la CCVM, la CC Loue Lison et Grand Besançon Métropole (GBM). C'est le Syndicat de traitement des déchets sur la partie Doubienne de la CCVM. Il gère les déchetteries 25.

Le Président précise qu'un des représentants au SYBERT est fléché pour un poste de Vice-président au SYBERT. Le Président dit que M. MORALES est candidat à ce poste. Il propose la candidature de M. GAUTHIER (en tant Vice-président en charge des déchets ménagers). M. DOUBEY est candidat en tant que titulaire. Il y a 3 candidats en tant que suppléants.

Sont désignés :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
MORALES Roland	SIMON Florian
GAUTHIER André	BERCOT Françoise
DOUBEY Boris	DOBRO Christophe

Voté à l'unanimité

7. Election des représentants au Syndicat mixte à vocation unique pour le Transfert, l'Elimination et la Valorisation des Ordures Ménagères (SYTEVOM) : 1 titulaire et 1 suppléant

C'est le Syndicat de traitement des déchets sur la partie Haute-Saônoise de la CCVM. Il gère les déchetteries 70 et la collecte du verre sur l'ensemble des communes de la CCVM.

Le SYTEVOM regroupe 11 communautés : la CCVM, CC du Doubs Baumois, CC des 1000 étangs, CC du Pays d'Héricourt, CC du pays de Lure, CC du Pays de Luxeuil, CC des 4 rivières, CC du Pays Riolais, SICTOM du Val de Saône, Communauté d'agglomération de Vesoul et SICTOM de Villersexel.

Le Président propose la candidature de M. GAUTHIER (en tant que Vice-président en charge des déchets ménagers). M. MARCHAL est candidat en tant que suppléant.

Est désigné titulaire au SYTEVOM : M. GAUTHIER André et est désigné suppléant : M. MARCHAL François.

Voté à l'unanimité

8. Election des représentants au Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères (SICTOM) du Val de Saône : 2 délégués au comité syndical et 5 délégués au conseil consultatif

En 2017 (arrivée de 7 communes de l'ex-CC Val de Pesmes), la CCVM a adhéré au SICTOM du Val de Gray pour les communes de : Bard-les-Pesmes, Bresilley, Chancey, Chaumerce, Malans, Montagney, Motey-Besuche. Depuis 2019, le SICTOM du Val de Gray a intégré le SICTOM du Val de Saône.

Afin de gérer toutes les communes de la CCVM avec le même mode de fonctionnement, pour les communes de : Bard-les-Pesmes, Bresilley, Chancey, Chaumerce, Malans, Montagney, Motey-Besuche, le Vice-président en charge des ordures ménagères avait proposé de sortir du SICTOM du Val de Saône au 1^{er} janvier 2020 et faire un avenant avec la société C2T pour la collecte des 7 communes.

La sortie de la CCVM du SICTOM du Val de Saône a été actée par arrêté préfectoral mais repoussée au 1^{er} janvier 2021.

Sont désignés pour représenter la CCVM au comité syndical du SICTOM du Val de Saône :

	Titulaires	Suppléants
1	GAUTHIER André	DENIZOT Patrick
2	BEURAUD Yann	NOIRMAIN Jocelyn

Sont désignés pour représenter la CCVM au comité consultatif du SICTOM du Val de Saône :

	Titulaires	Suppléants
1	HENRIET Christophe	BRAICHOTTE Jean-Pierre
2	LANDEAU Emmanuel	NOIRMAIN Jocelyn
3	CAMUZET Jean-Michel	GAUGRY Michel
4	JACQUOT Didier	LETONDAL Marc
5	PETIGNY Maxime	DENIZOT Patrick

Voté à l'unanimité

9. Election des représentants au Syndicat Mixte d'Aménagement de la Moyenne et Basse Vallée de l'Ognon (SMAMBVO) : 7 délégués titulaires et 7 délégués suppléants

Le SMAMBVO est un syndicat fermé constitué de 10 communautés de communes. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les communautés disposent de la compétence obligatoire : Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI). Les missions obligatoires relatives à la GEMAPI sont définies aux points 1, 2, 5, 8 du I de l'art. L. 211-7 du Code de l'environnement :

- L'aménagement de bassins hydrographiques ;
- L'entretien de cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau ;
- La défense contre les inondations et contre la mer ;
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Toutes les communautés ont transféré au SMAMBVO la compétence sur l'axe « Ognon ». 8 communautés (dont la CCVM) ont aussi transféré au SMAMBVO la compétence : affluents.

Le Président rappelle que la CCVM est le 1^{er} contributeur financier au SMAMBVO et à ce titre, il souhaiterait que la CCVM dispose d'une Vice-présidence voire de la Présidence du syndicat.

Le Président soutient la candidature de M. PINASSAUD auprès de ce syndicat.

Sept délégués titulaires et sept délégués suppléants doivent être nommés au Syndicat Mixte d'Aménagement de la Moyenne et Basse Vallée de l'Ognon (SMAMBVO).

Des élus évoquent les candidatures de conseillers municipaux.

Seuls les délégués communautaires peuvent représenter la CCVM à ce syndicat en tant que syndicat fermé.

Il y a 13 candidats : M. Pinassaud, Dumont, Humbert, Ballot, Abisse, Marchal, Perret, Combeau, Gaugry, Meutelet, Jacquot, Dardelin, Mignerot.

Le Président propose de passer au vote à bulletin secret.

A l'issue du vote, le Président demande si les candidats qui n'ont pas été élus titulaires souhaitent maintenir leurs candidatures aux postes de suppléants.

Seul, M. GAUGRY ne souhaite ne pas être suppléant. Il dit que les candidats auraient dû bénéficier d'un temps de parole pour présenter leurs candidatures et que Malans dispose du plus important linéaire sur l'Ognon et qu'à ce titre il n'est pas normal que la commune ne soit pas représentée au SMAMBVO. Le Président lui demande de revenir sur sa décision et dit qu'il s'agit d'un vote à bulletin secret et donc qu'il s'agit du choix des urnes. Dorénavant, un temps de parole sera accordé aux candidats. Le Président précise que même si les autres communes n'ont pas un linéaire aussi important que Malans, ce qui compte c'est la volonté de s'investir des candidats élus au sein de ce syndicat dans l'intérêt de la CCVM. Cela n'empêchent pas les suppléants de s'investir également. M. GAUGRY accepte de présenter sa candidature en tant suppléant. Le Président demande s'il y a d'autres candidats en tant que suppléants. Une seule personne est candidate en plus des 6 autres candidats précédemment non élus titulaires.

Sont désignés au SMAMBVO :

	Titulaires	Suppléants
1	PINASSAUD Gilles	JACQUOT Didier
2	DUMONT Bernard	DARDELIN Martial
3	BALLOT Vincent	BERCOT Françoise
4	HUMBERT Patrick	MEUTELET Patrick
5	MARCHAL François	GAUGRY Michel
6	PERRET Gilles	MIGNEROT Vincent
7	ABISSE Jean-François	COMBEAU Patrick

10. Election des représentants au Syndicat Intercommunal des eaux du Val de l'Ognon (SIEVO) : 14 délégués titulaires et 14 délégués suppléants

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la CCVM dispose des compétences « eau » et « assainissement » telles qu'intitulées à l'article L.5214-16 du CGCT et a adhéré au SIEVO, syndicat en régie, pour assurer la gestion des 2 compétences.

Le SIEVO a pour mission de produire et d'assurer l'approvisionnement en eau des communes adhérentes. Il réalise les investissements nécessaires à une production d'eau de qualité, assure la maintenance des ouvrages et valorise son patrimoine. Il assure aussi une gestion durable de l'environnement autour de ses captages en travaillant de concert avec le monde agricole notamment. Il gère le service public d'assainissement non collectif (SPANC) et l'assainissement collectif sur les communes de la CCVM.

Le Président soutient la candidature de M. DECOSTERD, en tant que délégué titulaire et pour être Président du SIEVO.

Des élus évoquent les candidatures de conseillers municipaux.

Seuls les délégués communautaires peuvent représenter la CCVM à ce syndicat en tant que syndicat fermé.

Un élu demande le fractionnement du mandat à ce syndicat. Il propose que la CC nomme pour 3 ans une 1^{ère} équipe de 14 élus puis pour 3 ans, une seconde équipe. Les mandats aux syndicats durent la durée du mandat électoral et la CCVM ne peut pas intervenir sur les statuts des syndicats.

Le Président demande s'il y a des candidats et s'ils souhaitent s'exprimer. M. DECOSTERD demande la parole. Il dit qu'il est, en tant que Président sortant du SIEVO, aussi candidat à la présidence du SIEVO. Chaque candidat se présente.

Il y a 18 candidats pour les postes de titulaires : Mme Lacour, M. Rondot, Abisse, Gauthier, Beuraud, Combeau, Gaugry, Dardelin, Meutelet, Decosterd, Humbert, Bigot, Ducret, Marchal, Bruckert, Simon, Aubry, Dumont.

Le Président propose de passer au vote à bulletin secret.

A l'issue du vote, le Président demande si les candidats qui n'ont pas été élus titulaires souhaitent maintenir leurs candidatures aux postes de suppléants. Les candidats non élus maintiennent leurs candidatures en tant que suppléants. Le Président demande s'il y a d'autres candidats aux postes de suppléants. Il y a 10 autres candidats en tant que suppléants au SIEVO.

Sont désignés au SIEVO :

	Titulaires	Suppléants
1	DECOSTERD Thierry	DARDELIN Martial
2	BEURAUD Yann	DUMONT Bernard
3	BRUCKERT Jean-Pierre	MORALES Roland
4	DUCRET Pascal	ABISSE Jean-François
5	GAUTHIER André	CUINET Catherine
6	LACOUR Marie-Claire	FULE Johan
7	HUMBERT Patrick	BIGOT Fabrice
8	COMBEAU Patrick	VEFOND Mireille
9	RONDOT Jeremy	DOBRO Christophe
10	SIMON Florian	DOUBEY Boris
11	AUBRY Didier	MAILLET-GUY Geneviève
12	MEUTELET Patrick	PERRET Gilles
13	GAUGRY Michel	LANDEAU Emmanuel
14	MARCHAL François	PELOT Alain

11. Election des représentants au SIVOS de Villers-Buzon : 2 titulaires et 2 suppléants

La CCVM est membre du Syndicat Intercommunal à vocation scolaire (SIVOS) de Villers-Buzon qui regroupe les communes de Villers-Buzon (représentée par la CCVM), Mazerolles-le-Salin et Pouilley-Français. Il y a une école à Villers-Buzon dotée de 2 classes.

Deux délégués titulaires et deux délégués suppléants doivent être nommés au Syndicat Intercommunal à vocation scolaire (SIVOS) de Villers-Buzon.

Le Président demande s'il y a des candidats et s'ils souhaitent s'exprimer. M. BEURAUD et M. DOUBEY sont candidats en tant que titulaires. Mme CUINET et M. MALESIEUX sont candidats en tant que suppléants.

Sont désignés pour représenter la CCVM au SIVOS de Villers-Buzon :

	Titulaires	Suppléants
1	BEURAUD Yann	CUINET Catherine
2	DOUBEY Boris	MALESIEUX Thierry

Voté à l'unanimité

12. Election des représentants au Syndicat Intercommunal des Ecoles maternelle et primaire de GY (Syndicat mixte fermé – uniquement des conseillers communautaires) : 2 titulaires

La CCVM est membre du Syndicat Intercommunal des Ecoles maternelle et primaire de GY pour les enfants de Cugney qui dépendent de l'école de Gy. Deux délégués titulaires doivent être nommés au Syndicat Intercommunal des Ecoles maternelle et primaire de GY.

Le Président demande s'il y a des candidats et s'ils souhaitent s'exprimer. Mme CUINET et M. BRAICHOTTE sont candidats.

Sont désignés pour représenter la CCVM au Syndicat Intercommunal des Ecoles maternelle et primaire de GY :

	Titulaires
1	CUINET Catherine
2	BRAICHOTTE Jean-Pierre

Voté à l'unanimité

13. Election des représentants au Syndicat Mixte Doubs Très Haut Débit (DTHD) : 1 titulaire et 1 suppléant

Dans le cadre de l'aménagement numérique (montée en débit et mise en place de la fibre...), la CCVM adhère à DTHD pour la partie doubienne de son territoire.

Un délégué titulaire et un délégué suppléant doivent être nommés au Syndicat Mixte Doubs Très Haut Débit (DTHD). Le Président demande s'il y a des candidats.

M. AUBRY Didier est candidat au poste de titulaire et M. HUMBERT Patrick est candidat au poste de suppléant.

Sont désignés pour représenter la CCVM au Syndicat Mixte Doubs Très Haut Débit (DTHD) :

	Titulaire	Suppléant
1	AUBRY Didier	HUMBERT Patrick

Voté à l'unanimité

14. Election des représentants au Syndicat Mixte Haute Saône Numérique (HSN) : 1 titulaire et 1 suppléant

Dans le cadre de l'aménagement numérique (montée en débit et mise en place de la fibre...), la CCVM adhère à HSN70 pour la partie haute-saônoise de son territoire. Un délégué titulaire et un délégué suppléant doivent être nommés au Syndicat Mixte Haute Saône Numérique (HSN).

Le Président soutient la candidature de M. BALLOT en tant que titulaire.

Le Président demande s'il y a des candidats et s'ils souhaitent s'exprimer.

Il y a 3 candidats au poste de titulaire : M. BALLOT Vincent, M. COMBEAU Patrick et M. GAUGRY Michel. Chaque candidat exprime ses motivations. Le Président propose de passer au vote à bulletin secret.

Après vote à bulletin secret, M. BALLOT Vincent est élu délégué titulaire à HSN70. M. COMBEAU Patrick et M. GAUGRY Michel maintiennent leurs candidatures au poste de suppléant. Le Président propose de passer au vote à bulletin secret.

Après votes à bulletin secret pour la désignation du délégué titulaire puis pour la désignation du délégué suppléant, sont désignés pour représenter la CCVM au Syndicat Mixte Haute Saône Numérique (HSN) :

Titulaire	Suppléant
BALLOT Vincent	GAUGRY Michel

15. Election d'un représentant titulaire à l'Agence d'urbanisme Besançon Centre Franche-Comté (AUDAB)

La CCVM est membre du 2^{ème} collège de l'AUDAB (agence d'urbanisme de de Besançon centre Franche-Comté). Les statuts de l'agence ont été modifiés et validés en Assemblée du 16 novembre 2016 ; la CCVM est représentée à l'Assemblée Générale par un conseiller communautaire.

Le Président demande s'il y a des candidats.

M. RONDOT Jeremy est candidat.

M. RONDOT Jérémy est désigné pour représenter la CCVM à l'AUDAB.

Voté à l'unanimité

16. Election des représentants au Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale (SM SCoT) de l'agglomération bisontine : 8 titulaires et 8 suppléants

Le SCoT de l'agglomération bisontine a été adopté le 14 décembre 2011 et a entraîné pendant 6 ans une remise en question des documents d'urbanisme des communes ainsi couvertes. En fixant les grandes lignes de développement de son territoire à l'horizon 2035, il vise une gestion plus économe de l'espace notamment en préservant les milieux naturels et agricoles. Depuis 2017, les enjeux du réchauffement climatique, de la révolution numérique et des réformes institutionnelles ont conduit le Syndicat Mixte à engager la révision de son SCoT dans la perspective d'un territoire résilient, sachant s'adapter aux évolutions à l'œuvre ou à venir, pour le bien-être de ses habitants.

Il est composé de 2 communautés : la CCVM et Grand Besançon Métropole (GBM). Il y a 4 commissions de travail.

Le Président soutient la candidature de M. BALLOT qui était précédemment Vice-président au SM SCoT en tant que titulaire. Deux autres élus doivent être fléchés par la CCVM pour siéger au bureau de SM SCoT. Se présentent en tant que titulaires et pour siéger au bureau : M. MALESIEUX et M. AUBRY.

Le Président demande s'il y a des candidats et s'ils souhaitent s'exprimer.

Il y a 8 candidats aux postes de titulaires et 8 candidats aux postes de suppléants.

Sont désignés pour représenter la CCVM au Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale (SM SCoT) de l'agglomération bisontine :

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
1	BALLOT Vincent	JOSSELIN Bernard
2	MALESIEUX Thierry	PINASSAUD Gilles
3	AUBRY Didier	DOUBEY Boris
4	HUMBERT Patrick	LACOUR Marie-Claire
5	DARDELIN Martial	MORALES Roland
6	FULE Johan	CUINET Catherine
7	BIGOT Fabrice	DOBRO Christophe
8	MENETRIER Michel	SIMON Florian

Voté à l'unanimité

17. Election des représentants au Syndicat Mixte d'Energies du Doubs (SYDED) : 1 délégué au comité syndical et 5 délégués au conseil consultatif

Le SYDED (Syndicat Mixte d'Énergies du Doubs) regroupe 563 communes du département du Doubs. Ce sont les communautés qui adhèrent au SYDED pour leurs communes et qui disposent de la compétence : « exercice des compétences de l'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité ».

Le SYDED intervient principalement dans la gestion de la concession de distribution publique d'électricité, en tant que maître d'ouvrage des travaux dans le secteur des réseaux "secs" et dans l'assistance, le conseil aux communes et la réalisation de projets de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables.

Le Président soutient la candidature de M. DUCRET Pascal qui était précédemment délégué CCVM au SYDED en tant que délégué titulaire.

Le Président demande s'il y a des candidats.

Sont désignés : pour représenter la CCVM au comité syndical du Syndicat Mixte d'Energies du Doubs (SYDED) :

Titulaire	Suppléant
DUCRET Pascal	HUMBERT Patrick

Concernant le comité consultatif, le Président explique qu'il ne faut nommer qu'un délégué titulaire et un délégué suppléant au comité consultatif du SYDED au lieu des 5 délégués inscrits à l'ordre du jour.

M. MORALES, précédemment délégué au conseil consultatif du SYDED est candidat en tant que titulaire au comité consultatif au SYDED.

Titulaire	Suppléant
MORALES Roland	GRIVET Manuel

Votés à l'unanimité

18. Election des représentants au Syndicat Intercommunal d'Energie du Département de la Haute-Saône (SIED)70

Le SIED 70 est un syndicat de communes, composé des 542 communes du département de la Haute-Saône. C'est la CCVM qui adhère pour ses communes membres et qui dispose de la compétence « exercice des compétences de l'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité ».

Le Président demande s'il y a des candidats. Il précise que pour ce syndicat les élus municipaux peuvent représenter la CCVM au SIED.

	Délégué Titulaire	Délégué Suppléant
1	BRAESCH Michelle	CREUX GERARD
2	SCHMITT Luc	HENRIET Christophe
3	BOSSET Jean-Marie	GAILLARD Michel
4	BELIN Jean-Michel	KARJAVY Françoise
5	FULE Johan	MULIN Aline
6	JACQUOT Gérard	JACQUOT Didier
7	BELUCHE Robert	BUFFET Christian
8	PETREMENT Maxime	GUERINEAU David
9	GAUTHIER André	BERTHEMY Marie-Jeanne
10	LANDEAU Emmanuel	BELLENEY Michel
11	FRICHET Jean-Luc	JACQUINOT François
12	AVENIA Antonio	PASTEUR Michel
13	BRESSON Christophe	BERILLE Emmanuel
14	GRUGEARD Philippe	LETONDAL Marc
15	COLLE Richard	POCHIER François
16	ALAOUI SOSSE Badr	BULLE Emmanuel
17	JACQUOT Jean-Pierre	JACQUOT Thierry
18	ZANGIACOMI Pierre	BALLOT Vincent

19	GUYOTTE Janick	BOUVIER Michel
20	DENIZOT Patrick	PETIGNY Maxime
21	THILL Alain	MAIROT Nadège
22	BRIERE Marc	MARCHAL François
23	CUINET Catherine	MANGARD Patrick
24	LAZARATTO Denis	ABISSE Jean-François

Le Président dit que SIED70 dispose comme le SYDED d'une commission consultative Transition Energétique et Croissance Verte- TEPCV et propose de nommer un délégué titulaire et un délégué suppléant à la commission consultative du SIED70. Le Président demande s'il y a des candidats.

Sont désignés pour représenter la CCVM à la commission consultative Transition Energétique et Croissance Verte- TEPCV :

Titulaire	Suppléant
JOSELIN Bernard	ZANGIACOMI Pierre

Voté à l'unanimité

19. Elections des membres de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) CCVM

Composition CCVM : 46 membres : 1 représentant par commune membre de moins de 1000 habitants et 2 représentants pour les communes de 1 000 habitants et plus.

La commission locale d'évaluation des charges transférées est créée par l'organe délibérant de l'établissement public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers.

La CLECT a pour principale mission de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre communes et intercommunalité ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique (FPU).

Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

La CLECT de la CCVM est composée de 46 membres répartis comme suit :

1 représentant par commune membre de moins de 1000 habitants et 2 représentants pour les communes de 1 000 habitants et plus.

M. ZANGIACOMI, Président sortant de la CLECT CCVM prend la parole.

Il rappelle que la CCVM est passée à la fiscalité professionnelle unique (FPU) au 1^{er} janvier 2018, la composition de la CLECT CCVM et ses missions. La CLECT élit un Président et un Vice-président. Le Président de la CLECT n'a pas de statut particulier.

La CLECT a fixé en 2018 le cout des charges transférées à la suite de la prise de compétence GEMAPI (GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations).

En 2019, la CLECT a donné un avis sur le transfert de charges de voirie de la ZA Les Plantes (transfert ayant pris effet au 01/01/2017). La CLECT s'est prononcée sur le transfert des services eau et assainissement. La compétence ayant été déléguée au SIEVO. Ce syndicat devant équilibrer ses comptes avec les redevances, il n'y avait pas lieu de modifier les attributions de compensation. La CLECT a donné un avis sur les excédents pour les communes en budget annexe. Concernant les budgets des communes de moins de 500 habitants intégrés dans le budget général des communes, la CLECT a effectué un travail important (travail en sous-commissions CLECT dédiées et sans recours à avis d'experts) pour déterminer les excédents et déficits de 45 communes pour l'eau et 21 communes pour l'assainissement. Enfin, la loi engagement et proximité a attribué à la CLECT un vrai

rôle prospectif. En plus d'évaluer le cout net des charges transférées, elle peut, à la demande de la CC ou des communes, fournir une estimation prospective des impacts financiers. Ceux-ci peuvent être une bonne évaluation avant transfert de compétences.

Le Président propose de reporter la délibération en raison du fait que les communes peuvent nommer des conseillers municipaux. Une délibération doit être prise par chaque commune pour nommer son délégué. Le Président demande aux communes de procéder aux nominations lors de leurs prochains conseils municipaux.

20. Nomination du représentant de la CCVM à l'Agence Economique Régionale (AER) de Bourgogne Franche-Comté.

La CCVM est actionnaire de l'AER et participe de ce fait à l'assemblée spéciale.

Créée au 1^{er} octobre 2017, à l'initiative du Conseil Régional Bourgogne-Franche-Comté, l'Agence Economique Régionale Bourgogne-Franche-Comté contribue au développement de l'économie régionale. Elle accompagne les entreprises et les territoires.

La CCVM doit désigner un représentant au sein de l'assemblée spéciale de l'AER.

M. BALLOT Vincent est candidat et est désigné pour représenter la CCVM à l'assemblée spéciale de l'Agence Economique Régionale (AER).

Voté à l'unanimité

21. Nomination du représentant de la CCVM à l'Assemblée Générale d'Action 70

La CCVM est actionnaire de la société Action 70, Entreprise Publique Locale. ACTION 70 est la SAEM immobilière de la Haute-Saône. Elle propose et finance des solutions immobilières aux entreprises artisanales, industrielles et tertiaires ainsi qu'aux collectivités territoriales partenaires.

Elle peut construire, réhabiliter, rénover tout immeuble, local ou ouvrage d'activité nécessaire au développement économique et industriel ou au développement local.

ACTION 70 propose des locaux à louer en Hôtels d'Entreprises sur des zones d'activités haute-saônoises. Sur la CCVM, Action70 gère deux hôtels d'entreprises de 4 cellules sur la zone Les Plantes à Marnay.

Dans le cadre de la représentativité à ACTION 70, en vertu de l'article 1524- 5 du CGCT, toute collectivité locale doit être représentée au conseil d'administration.

La CCVM doit désigner son représentant à l'assemblée générale mais également un représentant qui siègera soit au conseil d'administration soit à l'assemblée spéciale selon la décision de l'Assemblée Générale d'Action 70. Il peut s'agir de la même personne.

M. MALESIEUX Thierry est candidat est désigné pour représenter la CCVM à Action70.

Voté à l'unanimité

22. Nomination du représentant à voix consultative de la CCVM au conseil syndical à l'EDM70

L'Ecole Départementale de Musique de la Haute-Saône (EDM70) offre la possibilité aux enfants et aux adultes de s'initier et de s'exercer à la pratique d'un instrument.

La CCVM est en pré-adhésion à l'EDM70. A ce titre, elle bénéficie d'un demi-tarif dans le cadre de l'enseignement musical à l'école et d'un siège de représentant à voix consultative au conseil syndical à l'EDM70. En contrepartie, elle règle une cotisation annuelle à hauteur de 0.5 €/habitant.

Le Président évoque la nécessité prochaine pour la CCVM de se prononcer rapidement sur l'adhésion définitive ou non de la CCVM à l'EDM70. La CCVM doit définir son soutien à la culture pour son territoire. La commune de Marnay est adhérente à l'EDM70. En cas d'adhésion à l'EDM70, la

cotisation passera à 1 €/habitant et les familles bénéficieront d'une réduction de 50 % de leur cotisation. La question est posée de savoir si les enfants du Doubs peuvent bénéficier de l'EDM70 et où est le siège de ce syndicat. Le siège du syndicat est à Vesoul mais l'enseignement musical est décentralisé sur Gray et Marnay (pour certains instruments). Tous les enfants de la CC peuvent bénéficier de l'EDM70.

La CCVM doit désigner son représentant à voix consultative au conseil syndical à l'EDM70. M. RONDOT Jérémy est candidat est désigné pour représenter la CCVM à l'EDM70.

Voté à l'unanimité

23. Désignation des membres du comité de pilotage dans le cadre du contrat PAC25 avec le département du Doubs dont le Président de la CCVM et 4 maires titulaires (et 4 suppléants)

Le COPIL comprend obligatoirement pour la CCVM : la Présidente du CD25, les conseillers départementaux, le Président de la CCVM et 4 maires titulaires (et 4 suppléants).

Son rôle est de répartir les projets en fonction du projet de territoire de la CCVM dans le cadre du contrat PAC 25 (2018/2021) dont l'enveloppe financière départementale de 1 100 000 € est répartie en 2 volets : volet A (priorité départementale) 70 % de l'enveloppe dédiée et volet B (priorité locale) 30 % de l'enveloppe.

Pour la CCVM 2 projets ont été financés : l'acquisition et la réhabilitation de l'office de tourisme à Marnay et la réhabilitation des 2 ponts de l'ancienne voie ferrée allant de Moncley à Marnay.

Une clause de revoyure est programmée pour fin 2020.

Sont candidats en tant que maires titulaires : M. Dardelin, Aubry, Decosterd, Morales et en tant suppléants : M. Ducret, M. Meutelet, M. Humbert et M. Pinassaud.

Sont désignés membres du COPIL dans le cadre du contrat P@C avec le département du Doubs : M. MALESIEUX Thierry, Président de la CCVM et :

	Titulaires	Suppléants
1	AUBRY Didier	PINASSAUD Gilles
2	DARDELIN Martial	MEUTELET Patrick
3	DECOSTERD Thierry	HUMBERT Patrick
4	MORALES Roland	DUCRET Pascal

Voté à l'unanimité

24. Indemnités de fonction des élus communautaires

M. le Président propose d'attribuer les mêmes indemnités mensuelles au Président et aux Vice-présidents que celles votées lors du précédent mandat à savoir 1 200 € net pour le Président et 400 € net par Vice-président.

M. le Président souhaite nommer 3 conseillers communautaires délégués en complément de l'exécutif et propose de leur attribuer une indemnité mensuelle à hauteur de 150 € net.

Il est demandé comment seront nommer les conseillers communautaires ayant délégation de fonction. Le Président dit qu'il nommera par arrêté du Président, comme le font les maires dans leurs communes pour les conseillers municipaux ayant des délégations de fonctions, les 3 conseillers communautaires ayant délégation de fonction. Il rappelle les noms des personnes qu'il désignera et leurs fonctions.

Voté à la majorité (une abstention)

25. Subvention à l'association « Carna'Val » pour le Carnaval de Marnay (8 mars 2020)

L'association Carna'Val a organisé le 8 mars 2020 le carnaval de Marnay. Les autres demandes ont été annulées par les organisateurs.

Pour 2020 (comme pour 2019) un dossier de demande de subvention était à compléter et à déposer avant le 1^{er} mars 2020. L'aide attribuée par la CCVM à chaque association ne peut être supérieure à 1000 €.

La manifestation doit se dérouler sur le territoire de la CCVM et être d'intérêt communautaire. De plus, pour bénéficier d'une subvention, l'association devra pouvoir compter sur le soutien financier ou matériel de plusieurs communes de la CCVM (au minimum deux).

A l'issue de la manifestation et dans un délai de trois mois, le porteur de projet fait parvenir à la CCVM la fiche BILAN complétée pour obtenir le versement de la subvention.

Pour 2019, concernant le carnaval de Marnay, après des difficultés à trouver des bénévoles pour encadrer le carnaval, il a été proposé aux associations de Marnay de reprendre l'organisation de cette manifestation. En contrepartie, la CCVM a participé à hauteur de 2000 € pour le financement des fanfares et assurances.

Pour 2020, il est proposé d'attribuer 1000 € à l'association. Le Président précise qu'il a reçu le bilan financier de la manifestation qui est en déficit de 916 €.

Voté à l'unanimité

26. Bail civil pour la location des cellules du bâtiment ressourcerie, rue des Vignerons à Marnay: coût de la location fixé à 48 € HT/m²/an, hors charges

Le Vice-président en charge du développement économique rappelle que la CCVM a acheté le 1^{er} mars 2020 un bâtiment rue des Vignerons à Marnay comprenant 7 cellules, dont une sera destinée à l'installation d'une ressourcerie-recyclerie. Il y a lieu pour la location des cellules occupées par des entreprises de remettre en place des baux.

Le Vice-président dit qu'il y a 5 locataires, que la situation était en statut quo depuis mars et qu'il a négocié avec chaque entreprise pour obtenir cet accord.

Il propose la mise en place de baux civils pour s'affranchir du statut des baux commerciaux plus contraignant. Le bail est établi avec chaque preneur pour une durée de 5 ans renouvelables par voie d'avenants. Le loyer annuel est de 48 €HT /m²/an, hors charges.

Le loyer sera révisé chaque année sur la base de l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) publié à l'Insee. Un dépôt de garantie d'un mois de loyer HT sera demandé au preneur. Des conditions de résiliation anticipée sont prévues.

Voté à l'unanimité

27. Covid-19 : annulation de 2 mois de loyers et charges pour les entreprises locataires du bâtiment rue des Vignerons à Marnay

Le Vice-président propose d'accompagner spécifiquement les entreprises locataires du bâtiment CCVM rue des Vignerons à Marnay en annulant leurs loyers et charges pour les mois de mars et avril 2020.

Voté à l'unanimité

28. Budget principal : décision modificative n°1

Le Vice-président en charge des finances explique que certains articles du budget nécessitent des ajustements sur le budget principal. Afin de financer les frais de fin d'études, de maîtrise d'œuvre, d'insertion sur les projets scolaires et d'accueils de loisirs à Emagny et à Lantenne-Vertière, il est nécessaire de ré-abonder aux comptes 2031 et 2033. Les crédits sont pris sur les crédits prévus pour les travaux de ces bâtiments scolaires (21312).

Il y a lieu de régulariser les écritures comme suit :

Désignation	Dépenses	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENT		
D-2031 -211 (411) Frais d'études		36 000.00 €
D-2031 -211 (391) Frais d'études		181 000.00 €
D-2033 -211 (411) frais d'insertion		500.00 €
D-2033 -211 (391) frais d'insertion		2 000.00 €
TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles		219 500.00 €
D-21312-211 (411) : Bâtiments scolaires	36 500.00 €	
D-21312-211 (391) : Bâtiments scolaires	183 000.00 €	
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	219 500.00 €	
Total INVESTISSEMENT	219 500.00 €	219 500.00 €

Voté à l'unanimité

29. Autorisation de recrutement de personnels de remplacement

Le Président donne la parole à la Directrice Générale des Services qui précise que suite aux élections municipales, il est nécessaire de reprendre une délibération pour autoriser le recrutement de personnels de remplacement ainsi que pour le recrutement d'agents en emplois aidés.

En l'absence des personnels en poste, il est nécessaire de prendre une délibération autorisant le recrutement de personnels de remplacement.

Voté à l'unanimité

30. Autorisation de recrutement de CAE/contrats aidés

La CCVM recrute des emplois aidés et afin de pouvoir effectuer un recrutement, il est demandé l'autorisation de faire des recrutements de contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et des contrats aidés.

Voté à l'unanimité

31. Modification de la délibération du 09/07/2018 portant création du poste d'adjoint d'animation principal 2^{ème} classe à 32h afin de pouvoir recruter des contractuels via l'article 3.3-2°.

Afin de pouvoir recruter un agent contractuel en cas d'impossibilité de recruter un agent titulaire, il est proposé pour le poste d'adjoint d'animation principal 2^{ème} classe à 32h de modifier la délibération du 09/07/2018 pour un recrutement via l'article 3.3-2 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Voté à l'unanimité

32. Questions et informations diverses

- Commissions CCVM et CIID

Le Président demande aux communes de bien vouloir transmettre rapidement les noms des conseillers municipaux qui souhaitent faire partie des commissions CCVM.

Suite à plusieurs demandes, il propose de créer une sous-commission culture dépendant de la commission tourisme. Un élu dit qu'il faudrait peut-être envisager de dissocier les 2 commissions car il s'agit de deux champs distincts à promouvoir selon lui.

Le Président dit qu'il attend les retours des communes et qu'en fonction du nombre de demandes sur les commissions, il sera peut-être nécessaire de faire des ajustements dans les commissions.

La CCVM doit proposer 40 personnes à la CIID (axée sur le développement économique) aux services fiscaux qui désigneront 10 titulaires et 10 suppléants à cette commission. Le Président demande aux communes de proposer des candidatures.

- Marnaysian Airlines

Le Président rappelle le spectacle financé par la CCVM dans le cadre de son PACK Culturel : représentation de la compagnie l'atelier 6b « Marnaysian Airlines » le samedi 12 septembre à 17h à Beaumotte-lès-Pin, place Rose et le dimanche 13 septembre à 15h30 à Chambornay-lès-Pin, place de la mairie. Ce Spectacle est gratuit sur inscriptions obligatoires auprès de l'office de tourisme au 03.84.31.90.91.

- Cartes de territoire

Le Président dit que les nouvelles cartes de la CCVM sont à disposition des communes à l'office de tourisme.

- Panneaux de village « CCVM »

Les panneaux d'entrée de village avec les noms des anciennes communautés de communes ont été retirés pour la plupart. Ils vont être nettoyés et être reposés sur les principaux axes d'entrée de la CC. Si certaines communes ont encore des panneaux, le Vice-président en charge de la communication demande à ce qu'ils soient retirés et si possible remis à la CCVM.

Le prochain conseil communautaire est programmé pour le 21 septembre. Le Président demande si une commune souhaite recevoir la CCVM.

Tous les points ayant été abordés, la séance est levée à 00h10.